

Femmes Actives Japon

La parité en politique au Japon, par Ayaka Murakami

Alors que le sujet de l'égalité des genres en entreprise a été évoqué par [Muriel Jolivet](#), [Samantha Lassaux](#) et [Julie Poirier](#), le petit déjeuner de [l'association Femmes Actives Japon](#) du 16 avril 2019 proposait **de faire le point sur la parité en politique au Japon**. Le sujet était d'actualité car le 21 avril prochain auront lieu les élections municipales.

L'intervenante

Ayaka Murakami est post-doctorante en sociologie et science politique à l'université de Sophia. Passionnée par les questions de genre ainsi que par l'action associative œuvrant pour l'égalité, elle souhaite servir de pont entre le monde de la recherche et celui du féminisme associatif. Elle travaille, notamment, sur la comparaison entre le Japon et la France sur la question de la parité en politique tout en menant [l'action « Parité Café »](#). Ce mouvement organise des rencontres afin de sensibiliser les citoyens japonais aux sujets tels que les disparités politiques et salariales, l'égal accès aux études supérieures entre filles et garçons ou encore les violences faites aux femmes. Elle vient, par ailleurs, de collaborer à une mission de recherche auprès du Bureau de l'égalité des genres, un bureau rattaché au Premier ministre, visant à analyser les différentes initiatives mises en place à travers le monde en faveur de l'égalité hommes/femmes. Le compte rendu de cette étude sera présenté le 31 mai à l'occasion d'un symposium.

État des lieux

Alors que dans les années 1970, la France et le Japon comptaient le même pourcentage de députés femmes, on constate aujourd'hui un écart important. La Chambre des représentants japonaise ne comporte que 10,1 % de femmes, soit 47 députées sur 465 alors que l'Assemblée Nationale compte 38,8 % de députées.

Pour aller plus loin : [Femmes et Hommes au Japon en 2019](#), un document du Bureau gouvernemental de l'Égalité des genres

Plusieurs scandales ont secoué le Japon ces dernières années suite à des propos sexistes et contre la parité. Dans ce contexte, Ayaka a partagé son « ras le bol » du sexisme ambiant. Elle note toutefois une première avancée suite à la loi de mai 2018.

Les mesures prises : la nouvelle loi

Des affiches électorales dans Tokyo © Vivre à Tokyo

A l'issue d'une longue négociation entamée en 2015, la Diète a adopté le 16 mai 2018 à l'unanimité une loi sur la parité en politique. Cette nouvelle loi prévoit que les partis et associations politiques devront « s'efforcer » de présenter le même nombre de candidatures féminines et masculines aux élections législatives et régionales. Cependant, la loi ne fixe aucune obligation juridique et ne met en place aucun quota.

Pour les élections locales du 21/04/2019, premières élections depuis la promulgation de la loi, le nombre de candidatures féminines a augmenté significativement. Avec 10,4 % de candidates on atteint le plus haut pourcentage de l'histoire japonaise. De plus, les candidates ont été positionnées dans des circonscriptions « gagnables ».

Les partis ont eu la liberté de choisir de se fixer ou non un objectif en terme de parité. On note que les partis de gauche ont décidé de présenter un nombre important de femmes. Mais pour les partis dits conservateurs le pourcentage demeure très faible.

La deuxième bataille aura lieu au mois de juillet lors des élections sénatoriales.

Les difficultés

Aujourd'hui il est très difficile pour une femme de pénétrer dans le monde politique si elle n'est pas issue d'une famille de politiciens. Ou si elle n'a pas une image publique forte.

« Historiquement il y a bien eu quelques femmes élues dans le parti conservateur mais elles ont dû se plier aux idées conservatrices et n'ont pas porté les valeurs de parité », explique Ayaka. Elle enchaîne: « Le mot « parité » est important pour nous car il ne s'agit pas de braquer les hommes politiques d'aujourd'hui avec des mots comme « égalité » ou « quota ». » Dans un pays où un homme politique peut proférer des remarques sexistes sans véritable sanction, on en est encore loin.

Les mouvements civiques, une nécessité

Une manifestation devant la Diète © Parité Café

« En tant que membre du mouvement « Parité café », je pense que les mouvements civiques sont également très importants pour maintenir la pression sur le gouvernement et participer à la transformation de la société. Nous devons nous rassembler avec les autres associations pour être encore plus entendu », conclut Ayaka.

Les hommes politiques d'aujourd'hui sauront-ils prendre conscience des aspirations des associations et de leurs membres ?

Ayaka s'apprête à partir en France pour une année de recherche auprès de l'université Paris IX / Dauphine. Nous lui souhaitons donc bonne chance et espérons la revoir pour une rencontre après cette année d'études comparatives.

HM

